Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 76° **Roma - Domenica, 27 ottobre 1935 - Anno XIII** **Numero 252**

AVVISO

Presso la Sede di Milano della Libreria dello Stato (Galleria Vittorio Emanuele, 3), è stato istituito il servizio di diretta accettazione degli avvisi da inserire "a pagamento" nella Parte II della Gazzetta Ufficiale del Regno.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

Ministero delle finanze:

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO-LEGGE 19 settembre 1935-XIII, n. **1828.**

Approvazione della Convenzione consolare fra l'Italia e la Polonia stipulata in Roma il 10 luglio 1935.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione nel Regno alla Convenzione conosolare italo-polacca stipulata in Roma il 10 luglio 1935;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, per l'interno, per la guerra, per l'aeronautica, per la marina e per le corporazioni, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per la grazia e giustizia, per le finanze e per le comunicazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione consolare fra l'Italia e la Polonia stipulata in Roma il 10 luglio 1935.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entrerà in vigore alle condizioni e nei termini stabiliti all'art. 38 della Convenzione di cui sopra.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 19 settembre 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL — BENNI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 ottobre 1935 - Anno XIII
Atti del Governo, registro 365, foglio 81. — MANCINI.

Convention consulaire entre le Royaume d'Italie et la République de Pologne.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République de Pologne, ayant résolu de conclure une Convention consulaire, ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. E. le Chevalier Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Sécretaire d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République de Pologne:

S. E. le dr. Alfred Wysocki, Ambassadeur de la République de Pologne à Rome;

lesquels, ayant reconnus leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE PREMIER.

Fonctionnaires consulaires.

Article Premier.

1. — Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des Consuls Généraux, des Consuls des Vice-Consules ou des Agents Consulaires dans les ports, villes et autres localités de l'autre Partie.

2. — Les Hautes Parties contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où le fonctionnement des Consulats déjà établis ou à établir ne leur conviendra pas; il est entendu que cette faculté ne pourra être exercée par une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre sans être exercés également à l'égard de tous les autres Etats.

3. — Portout où, dans la présente Convention, il est question de « Consul » on entend par là les Consuls Généraux, les Consuls et les Vice-Consuls; de même où il est question de « Consulat » on entend par là les Consulats Généraux, les Consulats et les Vice-Consulats.

Art. 2.

1. — Les Consuls seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités en usage dans le Pays de résidence après avoir présenté leurs lettres de provision.

2. — Au moment de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription du Consul; tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Haute Partie contractante.

3. — L'*exequatur* pour le libre exercice des fonctions sera délivré aux Consuls sans retard et sans frais, et, à partir de la délivrance dudit *exequatur*, les autorités compétentes de leurs circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour leur faciliter de s'acquitter des devoirs de leur charge et pour leur assurer la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

4. — En cas d'urgence le Gouvernement du Pays de résidence pourra reconnaître, sur la requête du Gouvernement du Pays qui l'a nommé, le Consul à titre provisoire et l'admettre à exercer les fonctions qui lui sont confiées, jusqu'au moment de la présentation des lettres de provision et de la délivrance de l'*exequatur*.

5. — Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissements de missions officielles les Consuls seront assurés de trouver auprès des autorités du Pays de résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Art. 3.

1. — Les Consuls et les Agents Consulaires, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires, pourront être fonctionnaires de carrière ou honoraires.

2. — Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière doivent être toujours ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

3. — Au cas où le foctionnaire honorarie serait ressortissant du Pays où il devra exercer les fonctions consulaires, la Partie qui veut le nommer devrà, avant sa nomination, obtenir par voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement du Pays, dont il est ressortissant.

Art. 4.

Les Consuls de carrière pourront nommer des Agents Consulaires dans les ports, villes et autres localités de leurs circonscriptions consulaires; ces Agents seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les a nommés. Ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier, et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente Convention. Ils n'entreront en fonctions qu'après l'approbation du Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de leur résidence.

Art. 5.

1. — En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du Consul, les fonctionnaires consulaires du Consulat seront de plein droit admis, dans l'ordre prescrit par l'Etat qui les a nommés à exercer par *interim* les fonctions de Consul à condition que leurs noms aient été antérieurement portés à la connaissance des autorités compétentes de l'Etat de la résidence du Consul.

2. — Ils jouiront à ce titre, pendant l'exercice intérimaire des fonctions de Consul, des droits, privilèges, exemptions et immunités reconnus au titulaire.

CHAPITRE II.

Privilèges consulaires.

Art. 6.

1. — Les Consuls et les Agents Consulaires pourront placer, dans un endroit visible à l'extérieur de la maison où sont installés les bureaux du Consulat ou de l'Agence Consulaire, l'écusson du Pays qu'ils représentent, avec l'inscription relative dans la langue officielle de leur Etat et, aux jours de solennités officielles ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, arborer, sur la maison où est installé le Consulat ou l'Agence Consulaire, le pavillon de l'Etat qui les a nommés. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

2. — Ils pourront également, compte tenu de la réserve précitée concernant le droit d'asile, placer l'écusson et arborer le pavillon de l'Etat, qui les a nommés, sur les voitures et bateaux qu'ils monteront dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 7.

1. — Les archives consulaires ainsi que tous les actes et tous les objets d'usage officiel seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou retenir ces actes ou objets non plus que les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie des archives. Les dossiers, les papiers et les objets susmentionnés devront toujours être complètement séparés des documents privés et des livres ou papiers concernante le commerce et l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

2. — Si un Consul, un Agent Consulaire ou un autre fonctionaire consulaire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, requis par l'autorité locale à délivrer ou à montrer les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie de ces archives, se refuse à le faire, l'autorité en question ne pourra recourir à aucune mesure coercitive à son égard; toutes les difficultés surgissant de ces faits devront être réglés par la voie diplomatique.

3. — La correspondance officielle du Consulat ou de l'Agence Consulaire ainsi que la correspondance qui leur est adressée, sont toujours inviolables, et les autorités n'ont pas le droit de les retenir ni de les examiner.

4. — Les Consuls de carrière dans leur correspondance avec les autorités de leur Etat, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires, peuvent se servir du chiffre, non moins que recevoir et envoyer des courriers, munis de documents attestant leur caractère.

Art. 8.

1. — L'ensemble de pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux spécialement affectés au dépôt des archives consulaires sont en tout temps inviolables, et les autorités locales ne peuvent y pénétrer, sauf dans les cas où il s'agit de l'arrestation d'une personne pour un délit punissable d'après la législation locale, suivant le cas, d'une peine privative de liberté supérieure à une année. Toutefois ces autorités ne peuvent dans aucun cas visiter ou saisir les papiers et objets qui s'y trouvent, ni entreprendre des perquisitions.

2. — Les pièces et les locaux affectés à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux affectés au dépôt des archives consulaires doivent être distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages.

3. — Les locaux officiels consulaires et les locaux destinés aux archives ne peuvent dans aucun cas servir de lieu d'asile.

Art. 9.

1. — Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et logements militaires. Ce privilège ne s'étendra pas aux immeubles qui leur appartiennent en tant qu'ils ne sont pas affectés au service consulaire ou ne servent pas de locaux d'habitation aux dits fonctionnaires. Les Consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires ne sont exempts des réquisitions et des logements militaires que pour les locaux affectés aux chancelleries et archives consulaires.

2. — Les Consuls, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires de carrière, jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel, perçues au profit de l'Etat ainsi qu'au profit des corporations de droit public autres que l'Etat.

Toutefois lesdites personnes seront soumises à l'imposition suivant le droit commun en tant que dans l'Etat de résidence elles possèdent ou afferment des biens immeubles, exercent des entreprises commerciales ou industrielles, ou sont sociétaires de pereilles entreprises, ou si elles exercent une profession lucrative ou touchent des revenus sur de capitaux ou des droits patrimoniaux.

3. — Lesdits fonctionnaires et leur service domestique ainsi que, en général, toutes les personnes employées dans les Consulats, seront exempts de l'obligation d'assurance sociale basée sur la législation de l'autre Haute Partie contractante, autant que ces personnes sont ressortissants de l'Etat qui a nommé le Consul.

Art. 10.

1. — Les Consuls et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière sont autorisés, en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, à faire entrer, en exemption des droits de douane ou de toute autre taxe imposée à l'occasion d'importation, leur mobilier, y compris une automobile, et les ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

2. — Ils seront également exempts des droits de sortie pour lesdits objets lorsqu'ils quitteront l'Etat de leur résidence.

3. — Il est entendu que cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

4. — Sont toujours exempts des droits de douane et de toute autre taxe d'importation les objets destinés à l'usage officiel des Consulats ou des Agences Consulaires et le mobilier destiné à l'installation des bureaux et des appartements officiels.

Art. 11.

Les bâtiments ou locaux affectés à la résidence consulaire et qui sont de propriété de l'une des Hautes Parties contractantes sont exemptés des impôts établis par l'Etat ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays sur les immeubles ou leur revenu.

Art. 12.

Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires ne seront pas justiciables des autorités de l'Etat de leur résidence à raison de leurs fonctions officielles. Au cas où cette exemption serait invoquée devant une autorité de l'Etat de résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Art. 13.

1. — Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires, sauf ceux qui assurent les services subalternes de chancellerie et les domestiques, en tant que les dites personnes ne sont pas fonctionnaires honoraires, ne pourront être mis en état d'arrestation personnelle ni comme mesure préventive ni comme mesure d'exécution en matière civile et commerciale, ni pour contravention, ni comme peine pour les infractions poursuivies exclusivement par voie administrative. De même ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté dans le cas, où il s'agit d'infractions punissables au moins d'un an de privation de liberté.

2. — En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du Consul ainsi que des Consuls et Vice-Consuls suppléants et adjoints, Attachés Consulaires et chanceliers de carrière, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat qui a nommé ledit fonctionnaire.

Art. 14.

1. — Les Consuls, les Agents Consulaires et les autres fonctionnaires consulaires sont tenus à donner satisfaction aux invitations adressées par les autorités compétentes de l'Etat de la résidence afin de les entendre en qualité de témoin. S'ils ne sont pas ressortissants de l'Etat de la résidence, ces invitations devraient leur être adressées sous la forme de pièces officielles sans menace de sanctions pénales en cas de non comparution.

L'audition doit avoir lieu sans délai, au terme fixé et, dans la mesure du possible, sans rétention prolongée.

Le personnel de service ne jouit pas de ces privilèges.

2. — Les Consuls de carrière peuvent, dans chaque cas particulier, justifier de façon motivée leur absence par des empêchements résultant d'une maladie ou des nécessités urgentes de service et demander l'ajournement de la comparution à un bref délai. Les chefs des offices consulaires de carrière pourront, en cas d'empêchement résultant des nécessités de service, déposer au siège des consulats, dans le délai fixé par l'autorité judiciaire.

3. — Les Consuls, les Agents Consulaires et tous les autres fonctionnaires consulaires, aussi bien de carrière qu'honoraires, peuvent, en opposant le secret professionnel ou le secret d'Etat, refuser de faire des dépositions en rapport avec les faits rattachés à leur service et de déposer ou produire des documents dont ils seraient les détenteurs.

En cas où autorité compétente ne voudrait pas reconnaître cette excuse comme fondée, elle devra s'abstenir de toute mesure coercitive à leur égard.

Chapitre III.

Fonctions des Consuls.

Art. 15.

1. — Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes ont le droit d'exercer la protection des ressortissants de l'Etat qui les a nommés et de défendre en vertu du droit et des usages internationaux tous les droits et intérêts qui appartiennent aux ressortissants de leur Etat.

2. — A cet effet ils pourront s'adresser aux tribunaux et à toutes les autorités de leur circonscription en vue d'obtenir, dans les limites de la loi, les renseignements et explications nécessaires. Veillant à l'exécution de tous les traités et conventions existant entre les deux Etats, ils pourront réclamer contre toute infraction à ces traités et conventions et contre tout abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre.

3. — Il est bien entendu que les Consuls et les Agents Consulaires feront leur intervention auprès des tribunaux et des autorités locales par écrit, dans la langue officielle de l'Etat de la résidence.

Art. 16.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes ont le droit, conformément à la législation de l'Etat qui les a nommés, de délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels, ainsi que de donner des permis d'entrée et de viser les passeports, les certificats d'origine des marchandises et autres documents.

Art. 17.

1. — Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls, pourront célébrer les mariages de leurs nationaux s'ils y sont autorisés par la législation de l'Etat qui les a nommés.

Cette disposition n'est pas applicable aux mariages dont l'un des futurs époux est ressortissant de l'autre Partie.

Les fonctionnaires consulaires précités devront le plus tôt possible porter les mariages susmentionnés à la connaissance de l'autorité du pays où ils résident.

2. — Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés, auront le droit, conformément aux lois et règlements de leur Pays, de dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

3. — Il est bien entendu que la présente disposition ne peut nullement dispenser de l'obligation prévue pour les particuliers par les lois territoriales de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Art. 18.

1. — Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à fournir sur demande des autorités de l'autre Haute Partie contractante des extraits des actes d'état civil dûment légalisés contre acquittement des taxes prévues par les lois et les règlements de l'Etat requis.

2. — Le Consul ou l'Agent Consulaire peut aussi demander, dans les conditions visées à l'alinéa premier, d'autres certificats d'autorité publique en conformité des lois de l'Etat requis.

3. — Le Consul ou l'Agent Consulaire peut diriger la demande directement à l'autorité compétente de l'Etat requis.

4. — S'il est mentionné distinctement dans la demande que des extraits sont nécessaires à l'usage officiel ou aux personnes qui bénéficient du droit d'assistance, ils seront dressés et délivrés sans percevoir de taxe ou autres frais quelconques.

Art. 19.

1. — Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés conformément aux règlements de l'Etat qui les a nommés, de:

a) recevoir, soit dans leur chancellerie, soit en dehors de la chancellerie, toutes les déclarations que pourront avoir à faire les ressortissants de leur Etat, et sur le bord des navires maritimes, fluviaux et aériens de leur Etat, les capitaines, les gens de l'équipage et les voyageurs de ces navires.

Il est bien entendu que ces déclarations ne seront valables vis-à-vis des autorités de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire que si elles ne s'opposent pas à la législation de cet Etat;

b) recevoir, dresser et légaliser au même titre que les notaires, tous les actes, y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Il est bien entendu que cette disposition ne sera pas applicable aux actes entre vifs concernant le transfert du droit de propriété des immeubles, ou ayant pour but de les grever, en tant que ces immeubles seraient situés sur le territoire de l'Etat de la résidence du Consul ou de l'Agent Consulaire;

c) recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires, tous les actes juridiques, quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ces actes soient en rapport avec des biens situés sur le territoire de l'Etat qui a nommé le Consul ou l'Agent Consulaire, ou qu'ils soient destinés à être exécutés ou à produire des effets juridiques sur le territoire de cet Etat;

d) recevoir, dresser et enregistrer les contrats concernant la vente de navires ou d'aéronefs nationaux, les prêts à la grosse, le gage ou hypothèque et l'enrôlement, ainsi que tout autre contrat nécessaire à l'exercice de la navigation maritime ou aérienne nationale;

e) enregistrer les contrats d'achat de navires ou d'aéronefs, pourvu qu'une des parties contractantes soit ressortissant de l'Etat dont relève le Consul;

f) légaliser les signatures et signes de main des ressortissants de l'Etat qui les a nommés;

g) légaliser toute espèce d'actes et documents émanant des autorités ou des fonctionnaires publics de l'Etat qui les a nommés ou de l'Etat de leur résidence;

h) traduire dans la langue de l'Etat de leur résidence toute espèce d'actes et documents rédigés dans la langue de leur pays et réciproquement.

2. — Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par les personnes mentionnées dans l'alinéa 1 du présent article suivant la forme requise par l'Etat qui les a nommés, et munis du sceau consulaire, seront reconnus dans le Pays de leur résidence comme documents publics ou légalisés. Ils auront la même valeur juridique et force probante que s'ils avaient été dressés ou légalisés par les notaires, autorités publiques ou traducteurs assermentés compétents, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat de résidence.

3. — Si ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leur exécution dans le Pays où réside le Consul ou l'Agent Consulaire, ils devront être soumis aux droits de timbre et autres taxes exigés par les lois dudit Pays, ainsi qu'à toutes autres formalités régissant la matière dans ce Pays.

Art. 20.

Les Consuls et les Agents Consulaires, en tant qu'ils y sont autorisés suivant les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit d'organiser la tutelle et la curatelle des enfants mineurs, des faibles d'esprit et des incapables, ressortissants de leur Etat; dans ce but ils pourront, dans les limites de la législation de leur Etat, prendre ou proposer toutes les mesures qu'ils jugeront utiles et qui ne seraient pas contraires à la législation locale.

Art. 21.

1. — Dans toutes les questions découlant de la législation sociale (concernant par exemple, l'assistance sociale, la protection du travail et les assurances sociales) les Consuls et les Agents Consulaires ont le droit d'assister et de représenter devant toutes les autorités et institutions respectives les ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Ils sont autorisés, au nom de ces ressortissants qu'ils représentent, à recevoir les indemnités, les rentes et autres prestations attribuées et payées dans ces cas ainsi que d'en accuser réception.

Le payement des prestations effectué dans ces cas entre les mains des Consuls et Agents Consulaires aura la même validité qu'au cas où il serait fait directement entre les mains des ayants droit.

2. — Les institutions officielles et les institutions sociales locales seront tenues à aviser les Consuls et Agents Consulaires de l'ouverture de la procédure en vue d'obtenir une indemnité du fait d'un accident du travail du ressortissant de l'Etat qui a nommé l'Agent.

Art. 22.

Les Consuls et les Agents Consulaires auront le droit d'exercer toutes les fonctions ayant pour but de régler la situation à l'égard du service militaire des ressortissants de l'Etat qui les a nommés aussi bien dans le domaine du recrutement, y compris la visite sanitaire, que dans celui de l'enregistrement militaire.

Art. 23.

1. — En cas de décès d'un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente devra en donner avis immédiatement au fonctionnaire consulaire.

Les fonctionnaires consulaires de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers du décès.

2. — L'autorité locale compétente devra transmettre dans le plus bref délai au fonctionnaire consulaire une expédition sans frais de l'acte de décès et lui faire connaître ce qu'elle sait au sujet des ayants droits à la succession, de leur résidence, de l'existence de dispositions testamentaires et des biens du défunt.

Art. 24.

1. — Si un ressortissant italien laisse des biens en Pologne, ou si un ressortissant polonais laisse des biens en Italie et que les ayants droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les Consuls Généraux Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt, et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront requérir la confection d'un inventaire et auront, en tous cas, le droit d'y assister. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

2. — L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

3. — L'intervention consulaire ne sera pas admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Art. 25.

Les dispositions de l'article 24 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du *de cuius*. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

Art. 26.

1. — Si un ressortissant italien laisse des biens en Pologne ou si un ressortissant polonais laisse des biens en Italie et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure:

en Italie à 10.000 lires,

en Pologne à 4500 zlotys,

le Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le règlement du passif et le payement de toutes taxes qui pourraient être dues.

2. — Les Hautes Parties contractantes peuvent, par simple échange de notes, modifier les montants indiqués au paragraphe précédent.

Art. 27.

1. — Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de porter tout secours et assistance aux navires battant leur pavillon national pendant la durée du séjour de ces navires dans un port de leur circonscription consulaire.

2. — A cet effet, ils pourront aller personnellement à bord desdits navires après que ceux-ci auront été admis en libre pratique.

3. — En ce qui concerne les navires de commerce, les Consuls et les Agents Consulaires pourront à bord desdits navires interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'article 19 de la présente Convention — les déclarations relatives à leurs voyages, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires; ils pourront enfin, si cela n'est pas contraire à la loi locale, accompagner le capitaine et les gens de l'équipage devant les tribunaux locaux et les autorités administratives, pour leur servir en qualité d'interprète dans les affaires juridiques qu'ils auront à régler et dans les demandes qu'ils auront à formuler.

4. — Dans les ports où réside le Consul ou l'Agent Consulaire de l'une des Hautes Parties contractantes, les fonctionnaires des autorités locales judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane locale ne pourront pas, sans informer préalablement le Consul ou l'Agent Consulaire, opérer à bord des navires de commerce battant le pavillon national de l'autre Haute Partie contractante ni recherches, ni visites, ni arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à d'autres fonctions officielles nécessitant des moyens de contrainte. En cas d'urgence, le Consul ou l'Agent Consulaire doit être informé au moins au moment même de la perquisition. Ces mesures sont prises pour que le Consul ou l'Agent Consulaire puisse assister à l'exercice de ces fonctions. Les autorités locales devront également aviser en temps opportun le Consul ou l'Agent Consulaire pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale.

5. — L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux Consuls ou Agents Consulaires indiquera une heure précise, et, si les Consuls ou les Agents Consulaires négligent de s'y rendre en personne, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales seront toutefois obligées d'informer sans délai le Consul ou l'Agent Consulaire de toute visite et autres fonctions officielles dont il est question dans l'alinéa précédent. opérées en leur absence et d'indiquer en même temps les raisons d'urgence. Les autorités locales feront de même, lorsque le Consul ou l'Agent Consulaire ne réside pas dans le port.

6. — Dans le cas où le tribunal aurait prononcé l'innavigabilité du navire, les autorités maritimes locales en aviseront, dans le plus bref délai possible, le Consul compétent.

7. — Toutefois, l'intervention des Consuls et des Agents Consulaires ne sera pas requise pour l'accomplissement par les autorités locales des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires, conformément aux règlements de navigation, de douane et de santé.

Art. 28.

1. — Les Consuls et Agents Consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, auront le droit exclusif de maintenir l'ordre intérieur à bord des navires marchands, battant leur pavillon national, avec le droit de confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et de remplacer les officiers et les gens de l'équipage.

Ils devront eux-mêmes régler, dans les limites de la législation de l'Etat qui les a nommés, tous les litiges qui sur viendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

2. — Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans ce cas, les autorités locales porteront également par écrit à la connaissance du Consul compétent ou de l'Agent Consulaire, dans le plus bref délai et si possible avant de monter sur le navire, leur décision au sujet de l'intervention. Les autorités locales feront tout leur possible pour que la liquidation d'incidents de ce genre sur les navires navigant sous le pavillon de l'autre Haute Partie contractante soit effectuée d'entente avec le Consul compétent.

Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux fonctionnaires consulaires ou aux capitaines, en cas d'absence du Consul, s'ils en font la demande. En particulier elles auront à ramener à bord tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage et à l'arrêter, à moins qu'il s'agit, dans le dernier cas, d'un sujet du pays. La mise en état d'arrestation aura lieu sur demande écrite adressée aux autorités locales et accompagnée d'un extrait authentique du rôle de l'équipage et sera maitenue pendant deux mois. Si le navire reste plus longtemps dans le port, le détenu doit être ramené à bord jusqu'au départ du navire.

3. — Si les autorités locales s'aperçoivent que le navire marchand de l'autre Haute Partie contractante n'est pas armé et ravitaillé conformément aux conventions internationales liant les deux Parties contractantes, elles en aviseront immédiatement le Consul compétent, afin de faire d'entente disparaître ces manques.

4. — Dans les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux Consuls et Agents Consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 29.

1. — Les Consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer soit à bord, soit à leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quel titre que ce soit des équipages des navires battant le pavillon de leur nation, qui ont déserté sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante.

2. — A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'equipage, ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de Consul ni d'Agent Consulaire, la demande en pourra être adressée aux autorités locales, tout en observant les formalités prescrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

3. — Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté le cas où le déserteur a commis quelque infraction à terre; dans ce dernier cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal compétent ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre aux Consuls et Agents Consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du Consulat ou de l'Agence Consulaire jusqu'au moment, où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

4. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que les officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté, sont exceptés des stipulations du présent article.

La Pologne excepte aussi les ressortissants de la ville libre de Dantzig.

Art. 30.

1. — Lorsque un navire battant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou dans la mer territoriale de l'autre Partie, les autorités locales devront en avertir sans retard le Consul ou l'Agent Consulaire dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit.

2. — Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires qui feraient naufrage ou échoueraient seront dirigées par le Consul ou l'Agent Consulaire ou par les autres fonctionnaires consulaires en tant qu'ils y sont autorisés par le Consul ou par l'Agent Consulaire.

3. — En absence et jusqu'à l'arrivée du Consul ou de l'Agent Consulaire ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets sauvés du naufrage.

4. — L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les Consuls ou les Agents Consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

5. — L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, dans ces différents cas, à la perception de taxes d'aucune sorte, ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dûs, en pareil cas, par les navires nationaux.

6. — En cas où la nationalité des navires naufragés n'est pas certaine, seules les autorités locales seront compétentes quant aux fonctions mentionnées au présent article.

7. — Les marchandises et les effets sauvés ne pourront être assujettis au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 31.

Dans tous les cas où, dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs il n'y aura pas de stipulations contraires, les avaries que les navires de commerce

de l'une des Hautes Parties contractantes ont souffertes en mer, sans égard s'ils sont entrés volontairement dans les ports ou par relâche forcée, seront réglées par leurs Consuls ou leurs Agents Consulaires, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits Consuls ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce dernier cas et, à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par les Autorités locales.

Art. 32.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront exercer, en outre, en matière de navigation, les autres fonctions de caractère purement administratif, comptable ou technique qui leur sont confiées par les lois du pays dont ils relèvent.

Art. 33.

Toutes les fonctions mentionnées au présent chapitre que le Consul ou l'Agent Consulaire a le droit d'exercer pourront être exercées égalment par les autres fonctionaires consulaires adjoints, en tant qu'ils y sont autorisés par le Consul ou l'Agent Consulaire.

Art. 34.

Les Consuls et les Agents Consulaires sont tenus à informer le chef de l'autorité administrative supérieure de leur siège de tous les changements survenus dans la composition du personnel du Consulat.

CHAPITRE IV.

Dispositions generales et finales.

Art. 35.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les attributions, pouvoirs, droits, privilèges et immunités consulaires.

Toutefois aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires des pouvoirs, droits, privilèges et immunités autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Art. 36.

1. — Toutes les dispositions de la présente Convention concernant les attributions des Consuls en matière d'exercice des fonctions consulaires s'appliqueront également aux membres des missions diplomatiques qui seront investis des fonctions consulaires par l'Etat qui les a nommés.

2. — A cet effet l'Agent diplomatique de cet Etat doit notifier au Gouvernement de l'Etat de sa résidence les noms des Agents désignés aux fonctions consulaires.

Art. 37.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par échange de notes, à l'application de la présente Convention à leurs colonies et possessions.

Art. 38.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Haute Partie contractante.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 10 juillet 1935.

Pour l'Italie: MUSSOLINI.

Pour la Pologne: ALFRED WYSOCKI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri:*
SUVICH.

REGIO DECRETO-LEGGE 26 settembre 1935-XIII, n. **1829.**

Competenze dei Ministeri per le comunicazioni e per la stampa e propaganda nei servizi di radiodiffusione e di televisione.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 8 febbraio 1923, n. 1067, che reca norme per il servizio delle comunicazioni senza filo;

Visto il R. decreto-legge 17 novembre 1927, n. 2207, convertito nella legge 17 maggio 1928, n. 1350, contenente norme per il miglioramento e lo sviluppo dei servizi di radiodiffusione, e successive aggiunte e modificazioni;

Visto il R. decreto 29 dicembre 1927, n. 2526, che approva la convenzione fra il Ministero delle comunicazioni e l'Ente italiano audizioni radiofoniche, e decreti successivi di aggiunte e modificazioni;

Visto la legge 14 giugno 1928, n. 1352, contenente norme per la radiodiffusione di esecuzioni artistiche, e successivo regolamento;

Visto il R. decreto-legge 3 dicembre 1934, n. 1989, convertito nella legge 4 aprile 1935, n. 884, che istituisce una Commissione di vigilanza sul servizio delle radiodiffusioni;

Visto il R. decreto 24 giugno 1935, n. 1009, che istituisce il Ministero per la stampa e la propaganda;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta la necessità e l'urgenza di stabilire le competenze del Ministero delle comunicazioni e del Ministero per la stampa e la propaganda nei servizi di radiodiffusione e e televisione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto con quelli per le finanze e per la stampa e la propaganda;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il controllo sui programmi e sulla utilizzazione della radiodiffusione e della televisione, anche nei riguardi di nuovi impianti, è di competenza del Ministero per la stampa e la

propaganda, alla cui dipendenza passa la Commissione istituita col R. decreto-legge 3 dicembre 1934, n. 1989, convertito nella legge 4 aprile 1935, n. 884.

Rimangono invariate tutte le altre norme vigenti in materia.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 26 settembre 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BENNI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 ottobre 1935 - Anno XIII
Atti del Governo, registro 365, foglio 101. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 26 settembre 1935-XIII, n. **1830.**
Ampliamento della rete telefonica nazionale.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 28 maggio 1925, n. 897, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, relativo all'assegnazione straordinaria di 100.000.000 ad anno, e per sei anni, per provvedere alla sistemazione ed al completamento della rete telefonica interurbana gestita dallo Stato;

Vista la legge 3 luglio 1930, n. 945, relativa al nuovo stanziamento di fondi per il prolungamento nell'Italia Meridionale e nella Sicilia della rete telefonica in cavi sotterranei;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta la necessità di proseguire senza interruzione i lavori della Rete telefonica nazionale in cavi sotterranei e conseguentemente l'urgenza di stanziare i fondi relativi;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Per ampliare l'impianto della rete telefonica interurbana gestita dallo Stato mediante cavi sotterranei, l'assegnazione straordinaria concessa con il R. decreto-legge n. 897 del 28 maggio 1925, convertito nella legge n. 562 del 18 marzo 1926, e con la legge 3 luglio 1930, n. 945, è aumentata di 80.000.000 di lire, ripartiti come appresso:

Esercizio	1935-36	L.	20.000.000
»	1936-37	»	20.000.000
»	1937-38	»	20.000.000
»	1938-39	»	20.000.000

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 26 settembre 1935 - Ano XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BENNI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 ottobre 1935 - Anno XIII
Atti del Governo, registro 365, foglio 100. — MANCINI.

REGIO DECRETO 26 settembre 1935-XIII, n. **1831.**
Modificazioni alla carriera dei segretari dei Regi istituti medi di istruzione.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduti i Regi decreti 6 maggio 1923-I, n. 1054 e 11 novembre 1923-II, n. 2395;

Veduto l'art. 1, n. 3, della legge 31 gennaio 1926-IV, numero 100;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'educazione nazionale di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La tabella di classificazione per gradi dei personali appartenenti al gruppo *C*) di cui all'allegato 1° del R. decreto 11 novembre 1923-II, n. 2395, è sostituita, per ciò che riguarda i segretari dei Regi istituti medi, dalla tabella annessa al presente decreto e firmata, d'ordine Nostro, dai Ministri proponenti.

Art. 2.

Il ruolo organico dei segretari dei Regi istituti medi è rivisto e stabilito almeno ogni due anni con decreto dei Ministri per l'educazione nazionale e per le finanze.

Art. 3.

Presso i Regi licei-ginnasi e i Regi istituti magistrali frequentati da un biennio da oltre ottocento alunni, è assegnato, in aggiunta al segretario di ruolo, un aiuto-segretario con l'annua retribuzione di lire tremila, comprensiva di ogni altro assegno o indennità, tra cui quello di caroviveri.

L'incarico è affidato annualmente dal preside, previa autorizzazione del Ministero, a persona fornita del titolo di studio e degli altri requisiti fissati per i segretari di ruolo, che non sia sua parente o affine entro il 4° grado.

Art. 4.

Il presente decreto entra in vigore il 16 settembre 1935-XIII.

Ordiniamo che il presente decreto munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 26 settembre 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE VECCHI DI VAL CISMON — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *ottobre* 1935 - *Anno XIII*
Atti del Governo, registro 365, *foglio* 102. — MANCINI.

Tabella di classificazione per gradi dei segretari dei Regi istituti medi.

GRUPPO *C*.

Grado

11° Segretari di 1ª classe (1).
12° Segretari di 2ª classe.

(1) Dopo gli aumenti di stipendio previsti dalle vigenti disposizioni per il grado 11° del gruppo *C*, i segretari di 1ª classe dei Regi istituti medi conseguono un ulteriore aumento quadriennale di L. 500, ridotto a norma dei Regi decreti-legge 20 novembre 1930-IX, n. 1491 e 14 aprile 1934-XII, n. 561.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per l'educazione nazionale:
DE VECCHI DI VAL CISMON.

Il Ministro per le finanze:
DI REVEL.

DECRETO MINISTERIALE 1° ottobre 1935-XIII.
Modificazioni alle norme per l'esportazione degli agrumi.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE
CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE
E CON
IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Vista la legge 23 giugno 1927, n. 1272, con la quale fu istituito un marchio nazionale per l'esportazione dei prodotti ortofrutticoli;

Considerata la necessità di rivedere le norme speciali tecniche per l'esportazione degli agrumi emanate con decreto Ministeriale 18 novembre 1930 pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* n. 271 del 21 novembre 1930;

Sulla proposta dell'Istituto nazionale fascista per gli scambi con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Dal 1° ottobre di ogni anno al 31 maggio dell'anno successivo è vietata l'esportazione dei limoni di Sicilia e di Calabria delle pezzature 420, 440, 490 e 504 previste agli articoli 5 e 16 del decreto Ministeriale 18 novembre 1930 portante norme speciali tecniche per l'esportazione degli agrumi.

Art. 2.

All'ultimo comma dell'art. 2 del decreto Ministeriale 18 novembre 1930 portante norme speciali tecniche per l'esportazione degli agrumi, modificate con decreti Ministeriali 18 novembre 1931, 30 novembre 1932 e 9 febbraio 1934, è sostituito il seguente:

« Fatta eccezione per i frutti spediti alla rinfusa destinati ad uso industriale di cui all'ultimo comma dell'art. 11, è altresì vietata l'esportazione: dal 1° ottobre di ogni anno al 31 maggio dell'anno successivo, di limoni con circonferenza inferiore a cm. 16,5; dal 1° giugno al 30 settembre di ogni anno di limoni con circonferenza inferiore a cm. 15; per tutto l'anno di arance con circonferenza inferiore a 16 cm.; intendendosi per circonferenza quella della sezione massima normale all'asse del frutto ».

Art. 3.

L'articolo 9 del decreto Ministeriale 18 novembre 1930, portante norme speciali tecniche per l'esportazione degli agrumi; modificato con decreto Ministeriale 30 novembre 1932 è abrogato.

Art. 4.

Il presente decreto entrerà in vigore alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Roma, addì 1° ottobre 1935 - Anno XIII

p. *Il Ministro per le corporazioni*:
LANTINI.

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste:
ROSSONI.

Il Ministro per le finanze:
DI REVEL.

Il Ministro per le comunicazioni:
BENNI.

(4463)

DECRETO MINISTERIALE 8 ottobre 1935-XIII.
Determinazione dei premi da assegnarsi ai produttori di seta tratta per le partite vendute nei mesi di agosto e settembre 1935.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il R. decreto-legge 8 marzo 1934, n. 337, concernente la istituzione di un premio alla seta tratta prodotta con bozzoli italiani;

Visto il decreto Ministeriale 6 aprile 1934, registrato alla Corte dei conti il 9 stesso anno, registro n. 3 Corporazioni,

foglio 354, concernente le modalità e le condizioni per la concessione del premio di cui al R. decreto-legge 8 marzo 1934, n. 337;

Visto il decreto Ministeriale 7 maggio 1934, registrato alla Corte dei conti addì 8 stesso mese, registro n. 3 Corporazioni, foglio n. 23, con il quale sono state determinate le tabelle di classificazione della seta tratta da ammettersi al premio istituito con il precitato R. decreto-legge 8 marzo 1934;

Visto il R. decreto-legge 8 aprile 1935-XIII, n. 637, che proroga le provvidenze contenute nel R. decreto-legge 8 marzo 1934, n. 337;

Sentito l'Ente nazionale serico;

Decreta:

Articolo unico.

I premi da assegnare ai produttori di seta tratta per le partite vendute nel mese di agosto 1935 sono fissati per le singole categorie classificate ai sensi del decreto Ministeriale 7 maggio 1934 nelle premesse citato, nella misura seguente:

a) per le sete classificate secondo il sistema del seriplano:

1ª categoria . . . L. 7,30 per chilogramma
2ª » . . . » 6,80 » »
3ª » . . . » 6,30 » »

b) per le sete classificate secondo il sistema degli « Usi Internazionali »:

1ª categoria . . . L. 6,30 per chilogramma
2ª » . . . » 5,80 » »
3ª » . . . » 5,30 » »

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 8 ottobre 1935 - Anno XIII

p. *Il Ministro per le corporazioni*: LANTINI.

Il Ministro per le finanze:
DI REVEL.

(4528)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 913 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Erlacher Francesco;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Erlacher Francesco fu Giovanni e Trebo Maria, nato a Marebbe il 22 agosto 1899, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Erlacher in « Torpei ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3939)

N. 1046 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Tanner Ottone;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Prato allo Stelvio e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Tanner Ottone fu Cipriano e Maier Elisabetta, nato a Offlings il 21 novembre 1880, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Tanner in « Abeti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Hartmann Rosalia di Paolo ed ai figli Giuseppe, Ernestina, Rodolfo, Carolina ed Erta.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3940)

N. 1309 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Pfeifer Giuseppina;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Nova Ponente e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Pfeifer Giuseppina fu Giuseppe e Daum Maddalena, nata a Nova Ponente il 9 settembre 1906, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Pfeifer in « Faiferini ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla figlia Rosa.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3941)

N. 1062 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Alpögger Gabriele;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Brennero e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Alpögger Gabriele fu Pietro e fu Windisch Luigia, nato a Brennero il 19 giugno 1900, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Alpogger in « Alpe ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Kofler Maria fu Francesco ed ai figli Gualtiero, Luigia, Laura, Francesco e Carolina.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3942)

N. 1160 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Fiung Pietro;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Marebbe e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Fiung Pietro fu Antonio e Erlacher Maddalena, nato a Marebbe il 27 febbraio 1887, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Fiung in « Fiumi ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3943)

N. 1410 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Steiner Giuseppe;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Fiè e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Steiner Giuseppe fu Giuseppe e Kompatscher Anna, nato a Fiè il 25 maggio 1864, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Steiner in « Stainero ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla figlia Caterina.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3944)

N. 1303 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Pitschieler Anna Maria;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Castelrotto e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Pitschieler Anna Maria fu Cristiano e Perathoner Caterina, nata a Castelrotto il 20 luglio 1884, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Pitschieler in « Piccini ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 16 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3945)

N. 1259 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Augscheller Federico;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Leonardo in Passiria e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Augscheller Federico di Andrea e Gufler Maria, nato a S. Leonardo in Passiria il 22 dicembre 1908, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Augscheller in « Angeli ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3946)

N. 1411 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Schölzhorn Carolina vedova Fulterer;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Fiè e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Schölzhorn Carolina ved. Fulterer fu Giuseppe e Wild Elisabetta, nata a Racines l'11 ottobre 1877, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Fulterer in « Flora ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla figlia Fulterer Filomena.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3947)

N. 1048 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Winkler Ildegarda in Franchi per il di lei figlio naturale Antonio;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Caldaro e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Winkler Antonio di Ildegarda, nato a Caldaro l'8 luglio 1929, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Winkler in « Franchi ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3948)

N. 888 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Seeber Giovanni;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Gais e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Seeber Giovanni fu Lorenzo e Werschinegg Francesca, nato a Brunico il 25 agosto 1887, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Seeber in « Delago ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Durnwalder Anna fu Pietro ed ai figli Goffredo, Anna e Giovanna ed ai figliastri Augusto Durnwalder ed Elena Durnwalder.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3949)

N. 1166 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Maleckar Ugo:

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Brennero e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Maleckar Ugo di Antonio e Giachelich, nato a Sussak il 1° aprile 1904, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Maleckar in « Morelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Dallari Isabella di Silvio.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3950)

N. 1133 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Kaspar Anna in Cazzanelli;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Laives e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Kaspar Anna in Cazzanelli fu Giuseppe e Filomena Gentioler, nata a Villandro il 23 luglio 1900, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Kaspar in « Gaspari ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3951)

N. 1278 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Kritzinger Giovanni;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Fiè e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Kritzinger Giovanni fu Pietro e Villgrattner Maria, nato a Fiè l'11 ottobre 1884, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Kritzinger in « Conti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Psenner Filomena fu Giovanni, ed ai figli Giovanni, Filomena, Maria, Giuseppe, Anna, Massimo, Rosa e Luigi.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3952)

N. 1114 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Plankl Maria in Schiavi;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Sarentino e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Plankl Maria in Schiavi fu Mattia e Abram Maria, nata a Appiano il 3 luglio 1888, è accordata la riduzione del cognome di nascita in forma italiana da Plankl in « Abrami ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3953)

N. 1087 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Pichler Luigia nata Wirth;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Caldaro e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Pichler Luigia nata Wirth fu Giuseppe e Caterina Morandell, nata a Caldaro il 21 giugno 1894, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Pichler in « Seppi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche ai figli Alberto, Maria, Ildegarda e giuseppina.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3954)

N. 1293 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Mitterhofer Carolina;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Leonardo in Passiria e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Mitterhofer Carolina di Giuseppe e Marsoner Carolina, nata a Lana il 9 giugno 1914, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Mitterhofer in « Mitteroli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla figlia Marianna.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3955)

N. 1281 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Kaufmann Luigi;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Lana e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Kaufmann Luigi fu Francesco e Gabelin Anna, nato a Bolzano il 25 agosto 1876, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Kaufmann in « Gabelini ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Pölzl Emma fu Gabriele, ed ai figli Volfango, Vilfredo, Marianna e Irmengarda.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI

(3956)

N. 733 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Fleckinger Giuseppina;

Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Brennero e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Fleckinger Giuseppina fu Giorgio e Steiner Rosa, nata a Brennero il 12 dicembre 1905, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Fleckinger in « Flecchi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche ai figli Luigi e Corrado.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3957)

N. 1107 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Coser Silvio;
Veduti gli articoli 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Laives e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al sig. Coser Silvio fu Felice e Avi Maddalena, nato a Garniga il 20 agosto 1852, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Coser in « Dallavia ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Fedel Fortunata fu Pasquino.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Bolzano, addì 18 giugno 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(3958)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELLE FINANZE

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze, in data 23 ottobre 1935-XIII, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 21 luglio 1935-XIII, n. 1293, concernente la temporanea sospensione dell'applicazione del primo comma dell'art. 4 del Regio decreto-legge 21 dicembre 1927, n. 2325.

(4529)

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si comunica che S. E. il Ministro per le finanze, in data 23 ottobre 1935-XIII, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 5 settembre 1935-XIII, n. 1647, relativo alle norme per l'attuazione delle disposizioni riguardanti le riserve della Banca d'Italia e per il coordinamento delle precedenti norme e convenzioni in materia.

(4530)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 225.

Media dei cambi e dei titoli
del 25 ottobre 1935-XIII

Stati Uniti America (Dollaro)	12, 34
Inghilterra (Sterlina)	60, 55
Francia (Franco)	81, 35
Svizzera (Franco)	400, 75
Argentina (Peso carta)	3, 35
Belgio (Belga)	2, 0775
Canadà (Dollaro)	12, 16
Cecoslovacchia (Corona)	51, 15
Danimarca (Corona)	2, 705
Germania (Reichsmark)	4, 9358
Grecia (Dracma)	11, 50
Norvegia (Corona)	3, 0021
Olanda (Fiorino)	8, 3264
Polonia (Zloty)	232, 50
Spagna (Peseta)	168, 70
Svezia (Corona)	3, 0793
Rendita 3,50 % (1906)	69, 325
Id. 3,50 % (1902)	67, 75
Id. 3 % lordo	49, 25
Prestito redimibile 3,50 % - 1934	66, 55
Obbligazioni Venezie 3,50 %	78, 225
Buoni novennali 5 % Scadenza 1940	93, 725
Id. id. 5 % id. 1941	94, 475
Id. id. 4 % id. 15 febbraio 1943	82, 625
Id. id. 4 % id. 15 dicembre 1943	84, 775

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione del Consorzio di miglioramento fondiario « Ribera-S. Pietro » in provincia di Agrigento.

Con R. decreto 13 giugno 1935-XIII, n. 6043, registrato dalla Corte dei conti il 9 luglio successivo al registro 21, foglio 20, è stato costituito il Consorzio di miglioramento fondiario « Ribera-S. Pietro » in comune di Ribera (Agrigento).

(4522)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Intitolazione del Regio istituto tecnico agrario di Imola.

Con R. decreto 4 ottobre 1935-XIII il Regio istituto tecnico agrario di Imola ha assunto la denominazione di: Regio istituto tecnico agrario « Giuseppe Scarabelli ».

(4524)

..UGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*.

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.